



La Colombie fait un nouveau pas historique sur la voie de la paix



La Havane, 7 novembre (RHC- Granma)-L'accord, obtenu hier, sur la participation politique , entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie -Armée du Peuple, FARC-AP, constitue un pas historique, transcendantal, pour mettre fin à un demi siècle de conflit armé.

Dans un communiqué conjoint émis au Palais des Congrès de la capitale cubaine, siège des dialogues de paix, les parties ont donné des détails de l'accord sur le second point d'un agenda de six. Le premier sur les terres avait été souscrit en mai.

Parmi les aspects clefs de l'accord, figurent les droits et les garanties pour l'exercice de l'opposition politique en général et en particulier pour les nouveaux mouvements qui vont surgir après la fin du conflit.

Des mécanismes démocratiques pour la participation citoyenne et l'inclusion de tous les secteurs , sans oublier les plus vulnérables à la politique sont stipulés dans l'accord.

Les deux parties ont précisé que les deux accords font partie d'un plus ample qu'ils espèrent conclure très bientôt. Le texte cite le principe qui régit les dialogues : soit que rien n'est valable tant qu'on n'aboutira pas à un accord complet, ce qui veut dire que les avancées particulières sont liées à l'obtention de la paix.

Le président Juan Manuel Santos a déclaré, s'adressant au peuple, qu'il est convaincu que la paix est possible et que les conversations ne vont pas être suspendues car elles montrent des



avancées.

L'ex vice président Humberto de la Calle leader de la délégation gouvernementale, a déclaré à La Havane :

« nous cherchons une réconciliation , que la politique soit libérée de l'intimidation et de la violence. Plus jamais politique et armes ensemble » a-t-il ajouté.

Le leader de la délégation des Farc-AP, Ivan Marquez a ratifié la nécessité de respecter le droit à la vie et les positions politiques divergentes en Colombie.

Il a déclaré. « La Colombie vit un printemps de rêves de justice; surtout les plus humbles, les démunis sont descendus dans la rue pour dire aux gouvernants qu'ils ne peuvent pas continuer à les ignorer ».

Ivan Marquez a ajouté que la paix dépend aussi d'autres facteurs , tels que la fin de la corruption et de l'interférence des maffias qui ont accaparé tous les pouvoirs de l'État.

Le représentant de Cuba, un des pays garants, Rodolfo Benítez a déclaré:

« Des mesures ont été établies pour garantir et promouvoir une culture de réconciliation, de coexistence, de tolérance et pas de stigmatisation, de façon à favoriser un langage de tolérance et de respect pour les idées tant des opposants politiques que des organisations sociales et de droits humains».

Dat Nirlander le représentant de la Norvège, l'autre pays garant a signalé :

«Un système intégral de sécurité pour l'exercice de la politique a été souscrit. Ce système est conçu dans un cadre de garanties, de droits, de devoirs et de libertés et cherche à assurer la protection de ceux qui font de la politique sur la base du respect pour la vie et la liberté de pensée et d'opinion. Il permet de renforcer et d'approfondir la démocratie et contribue à créer un climat de coexistence et de tolérance tout spécialement avec le nouveau mouvement qui surgit des FARC-AP pour une activité politique légale ».

Dans le communiqué conjoint les délégations du gouvernement et des FARC-AP reconnaissent entre autres, la contribution au processus de paix des pays garants, Cuba et la Norvège ainsi que du Chili et du Venezuela comme pays accompagnateurs.